

Le 6 août dernier, le gouvernement nationaliste hindou du Bharatiya Janata Party (BJP) a procédé à un véritable coup constitutionnel en révoquant l'article 370 de la constitution qui garantissait l'autonomie de la province du Jammu et du Cachemire et en présentant un projet de loi qui envisage de couper la région en deux États administrés directement par Delhi. Cette annonce a été précédée par un déploiement massif de troupes dans une région qui compte déjà parmi les plus militarisées au monde et le blocage de toutes les communications.

Dans ce texte, originellement publié dans [The New York Review of Books](#), Tariq Ali revient sur les origines de l'occupation de cette région, disputée depuis la Partition de l'Inde et du Pakistan en 1947.

*Tariq Ali est l'un des fondateurs de l'International Marxist Group (IMG, section britannique de la IVe Internationale) et l'un des principaux porte-parole de la nouvelle gauche britannique dans les années 1960 et 1970. Il fut associé longtemps à la New Left Review britannique. Il a publié de nombreux ouvrages dont *Pakistan: Military Rule or People's Power* (1970) ou *The Extreme Centre: A Warning* (2015). On pourra lire ici [l'entretien](#) que nous avons publié autour de sa trajectoire politique.*

Dans ce monde instable, secoué par de violentes guerres et des occupations impérialistes, où toutes les normes sont implacablement bafouées, le Cachemire avait-il réellement une chance d'être libre ? Alors que l'agitation s'étend, l'Inde, vantée comme « la plus grande démocratie du monde », a bloqué toutes les communications. Le Cachemire est coupé du monde. Lorsque même les leaders politiques les plus conciliants et collaborateurs ont été placés en résidence surveillée, on ne peut que craindre le pire pour le reste de la population de la région.

Pendant près d'un demi-siècle, le Cachemire a été administré depuis Delhi avec la plus grande brutalité. En 2009, [la découverte de 2 700 tombes anonymes](#) dans trois des vingt-deux districts de la région a confirmé ce que l'on suspectait depuis longtemps : une histoire longue de plusieurs décennies de disparitions et d'exécutions extrajudiciaires. Des cas de torture et de viols, sur des femmes comme sur des hommes, ont été signalés, mais comme l'armée indienne est dans les faits au-dessus de la loi, ses soldats peuvent en toute impunité perpétrer ces atrocités, sans que personne ne soit accusé de crime de guerre.

Dans l'état de l'extrême nord-est de Manipur, à titre de comparaison, en 2004, les femmes de la population locale, constamment soumises à des viols par des membres de l'armée indienne, ont réagi par l'organisation d'une des manifestations publiques les plus marquantes et les plus mémorables : un groupe de douze femmes et jeunes filles, âgées de huit à quatre-vingt ans, ont défilé, nues, devant le siège local de l'armée indienne, portant des pancartes au slogan provocateur et acerbe « Venez nous violer ». Elles protestaient contre [les mutilations et l'exécution](#), à la suite de son viol collectif présumé, de la militante Thangjam Manorama, âgée de trente-deux ans, par les paramilitaires du 17e régiment de fusiliers d'Assam (17th Assam Rifles). Leurs consœurs cachemiries, qui subissent les mêmes abus et pire, sont trop effrayées pour entreprendre une telle action.

Au Cachemire, beaucoup de femmes n'osent pas confier à leurs familles le calvaire qu'elles ont vécu entre les mains des militaires indiens, de peur des représailles patriarcales au sein du foyer, au nom de « l'honneur ». Angana Chatterji, alors professeure d'anthropologie sociale et culturelle au *California Institute of Integral Studies* (et maintenant co-directrice d'un programme au sein de l'Université de Californie, Berkeley), [a décrit un épisode épouvantable](#), dont elle a eu connaissance durant le terrain qu'elle a mené entre 2006 et 2011 sur les violations des droits humains au Cachemire :

« Beaucoup ont été forcées d'assister au viol des femmes et des jeunes filles de leurs familles. Une mère qui aurait reçu l'ordre de regarder le viol de sa fille a supplié les militaires de relâcher l'enfant. Devant leur refus, elle a alors demandé à ne pas assister à la scène et à sortir de la pièce, ou bien à être tuée. Le soldat a alors pressé une arme sur son front, en lui disant qu'il allait accéder à son vœu, et l'a abattue avant qu'ils ne violent sa fille ».

Depuis les années 1980, l'Inde a mis en place une occupation militaire de type colonial, marquée par les pots-de-vin, les menaces, le terrorisme d'état, les disparitions, etc. La responsabilité de cette situation incombe indéniablement au gouvernement indien, mais Delhi a été aidé par l'indicible stupidité des généraux pakistanais et de leur Inter-Service Intelligence agency (ISI - principale agence de renseignements pakistanaise, NdT) à la fin des années 1980 et au début des années 1990.

Ces derniers ont mal interprété ce qui était essentiellement un triomphe étatsunien dans la guerre froide opposant les États-Unis aux Soviétiques en Afghanistan, dans laquelle Pakistanais et djihadistes ont été utilisés comme des pions, tout en leur laissant croire que cette victoire était la leur. Les groupes djihadistes engagés, connus sous le nom de moudjahidines, étaient alors traités par Reagan et Thatcher - sans parler des médias libéraux occidentaux - comme des « combattants de la liberté ». Ce type d'éloge monta à la tête de leurs commanditaires de l'ISI. Les généraux pakistanais ont alors pensé que mener une action du même type au Cachemire mènerait à une autre victoire.

Le Pakistan a donc facilité l'infiltration de combattants djihadistes après leur « succès » en Afghanistan. Le résultat fut, au Cachemire, catastrophique. Cette intervention a contribué à détruire la fabrique sociale et culturelle de ce qui était pour l'essentiel, jusqu'alors, une culture musulmane pacifique, largement influencée par diverses formes de mysticismes soufis^[1] et à détourner les Cachemiris des deux gouvernements. Des milliers d'entre eux ont trouvé refuge ailleurs en Inde, alors que des centaines d'écoliers et leurs familles traversaient la frontière pour s'installer dans la partie du Cachemire dominée par le Pakistan. Beaucoup d'entre eux ont par la suite suivi un entraînement militaire. La supériorité militaire indienne a permis d'écraser le soulèvement armé des années 1990.

Finalement, après que les attaques du 11 septembre 2001 ont montré les dangers encourus par le recours à des intermédiaires djihadistes, les États-Unis ont forcé le Pakistan à démanteler les réseaux extrémistes auxquels ils avaient laissé libre cours au Cachemire. Quelques implantations locales ont perduré, toutefois, et ont servi à isoler la province de tout soutien potentiel venu du reste du pays. Les bons patriotes ont fermé les yeux sur ce que le gouvernement (quelle que soit sa couleur politique) et l'armée indienne faisaient au Cachemire.

Le mécontentement politique n'a pas disparu pour autant. Le 11 juin 2010, une agence paramilitaire appelée Central Reserve Police Force (CRPF) a lancé des gaz lacrymogènes sur de jeunes manifestants qui protestaient contre des meurtres perpétrés par des forces armées soutenues par l'Inde. L'une des grenades a percuté à la tête un jeune homme de dix-sept ans, Tufail Ahmed Mattoo, lui faisant exploser la cervelle.

Une photographie du garçon mort dans la rue a été publiée dans les journaux cachemiris, mais nulle part ailleurs en Inde où l'événement a été pratiquement ignoré. S'ensuivit une rébellion politique, des dizaines de milliers de personnes défiant le couvre-feu pour marcher derrière le cortège funèbre de Mattoo et promettre de le venger. Dans les semaines qui suivirent, plus d'une centaine de jeunes étudiants et chômeurs [furent tués](#). La haine commune ressentie contre le gouvernement de Delhi poussa à l'union des Cachemiris dont les opinions différaient jusqu'alors.

Toutefois, le désintérêt à l'égard des atrocités s'installe très rapidement lorsque l'État qui s'en rend responsable est autrement considéré comme un allié loyal. Comme Israël, l'Arabie Saoudite, la Colombie ou encore le Congo, l'Inde appartient de manière incontestable à cette catégorie. Les premiers ministres Benjamin Netanyahu and Narendra Modi, par exemple, sont désormais de fervents compagnons de route, et des « conseillers » israéliens ont été [récemment vus au Cachemire](#), signe du renouvellement de la coopération étroite établie [au début des années 2000](#) dans les domaines du renseignement et de la sécurité.

La [révocation de l'article 370](#) qui protégeait la composition démographique du Cachemire en restreignant le droit de résidence aux seuls Cachemiris et, selon les termes de la sous-section connue comme l'article 35A, en interdisant la vente de propriétés à des non-Cachemiris, ainsi que la division projetée du Cachemire en trois États bantoustans séparés, portent l'empreinte de l'occupation israélienne en Palestine.

Une autre similitude réside dans le soutien inconditionnel offert par les États-Unis. D'un point de vue cachemiri, Clinton, Bush, Obama et Trump ont tous suivi la même voie : sous-estimer et ignorer le terrorisme d'État dans la région, puisque Foggy Bottom (surnom du ministère des affaires étrangères étatsunien, NdT) considère l'Inde comme un allié stratégique, susceptible de lui offrir des avantages économiques, une proximité avec la Chine et un soutien dans la « guerre contre le terrorisme ». Modi, qui se vit durant un temps refuser un visa pour les États-Unis en réaction aux massacres de musulmans qui eurent lieu sous son administration lorsqu'il était à la tête de l'État du Gujarat, est aujourd'hui célébré comme un chef d'État qui ne recule pas devant les décisions difficiles, un hybride indien de Trump et de Netanyahu.

Le conflit du Cachemire a provoqué deux guerres entre l'Inde et le Pakistan, et l'importante répression qui s'est abattue sur la province doit être elle-même replacée dans une perspective historique.

La partition de l'Inde en 1947 a eu lieu selon le principe que dans les territoires de l'est et du nord de l'Inde britannique, les grandes provinces ayant des populations mélangées – le Pendjab et le Bengale – seraient divisées selon l'appartenance religieuse. Le résultat fut un bain de sang, les violences communalistes ayant causé la mort de plus d'un million de personnes et d'énormes afflux de réfugiés. Ailleurs, l'accord de 1947 mentionne le cas de la création coloniale des « États princiers » placés sous la responsabilité de maharadjas fantoches et gouvernés, sans aucune prétention démocratique, par des administrateurs britanniques. Le projet de partition prévoyait que dans les provinces où le souverain était musulman mais la majorité de la population était hindoue, le souverain se rallierait à l'Inde.

À Hyderabad, où le Nizam (le souverain local) a retardé le ralliement, l'armée indienne est intervenue et a réglé la question par la force. Au Cachemire où le maharadja Hari Singh était hindou mais 80% de la population musulmane, l'on pensait que le souverain signerait les papiers d'adhésion et que l'État deviendrait une province du Pakistan. Mais Singh a tergiversé.

L'armée pakistanaise avait alors à sa tête le général britannique Douglas Gracey, qui était opposé à tout usage de la force. Le gouvernement pakistanais a alors envoyé des troupes irrégulières dirigées par des officiers musulmans en service de l'armée et composées principalement par des membres de tribus pachtounes, auxquels, c'est le moins que l'on puisse dire, la discipline militaire faisait défaut. Les deux jours de retard qui causèrent pillages et viols des populations locales furent fatals.

Une armée plus organisée aurait pris l'aéroport de Srinagar sans susciter de résistances, et l'affaire

se serait arrêtée là. Au lieu de ça, en octobre 1947, le gouvernement de Nehru à Delhi, soutenu par son propre commandant en chef britannique et par le non-violent Mahatma Gandhi, a envoyé des troupes indiennes par avion, a fait pression sur le maharadja pour qu'il rallie l'Inde et a occupé la majeure partie de la province, que Nehru décrivait comme « le giron enneigé de l'Himalaya ».

S'ensuivit une guerre avec le Pakistan. Ce fut l'Inde qui porta la question devant les Nations Unies. Elles demandèrent un cessez-le-feu immédiat, et l'organisation rapide d'un référendum sur le statut futur de la région. En janvier 1949, un accord fut trouvé sur la ligne de cessez-le-feu, qui laissait les deux-tiers du Cachemire sous domination indienne. Tout au long des années 1950, les principaux politiciens du parti du Congrès, y compris Nehru et Krishna Menon, se sont engagés publiquement à tenir le référendum. Il n'eut jamais lieu, car ils ne sentaient pas assez assurés politiquement, étaient accablés par la culpabilité et n'ont jamais pu être sûrs du pays vers lequel les gens se tourneraient - l'Inde ou le Pakistan. La démocratie a ses problèmes.

Se rendant compte de la situation grotesque qu'ils avaient créée, les politiciens de Delhi firent figurer dans la Constitution l'article 370 qui, avec ses sous sections ultérieures, garantissait au Cachemire un degré d'autonomie exceptionnel. Ce statut spécial interdisait aux non-Cachemiris d'acquérir les droits de résidence et de propriété dans la région. Et, point plus important encore, le gouvernement indien s'engageait à tenir un référendum, c'est-à-dire un vote sur l'octroi de l'autodétermination aux Cachemiris afin de statuer sur la décision funeste prise par le maharadja. C'était la carotte offerte à Sheikh Abdullah, le leader populaire pro-Congrès qui forma le gouvernement d'intérim et valida l'adhésion temporaire à l'Inde.

Abdullah, qui était le fils d'un marchand de châles, était déjà un personnage légendaire lorsque l'Inde fut divisée. Pendant la période coloniale, il avait combattu pour les droits politiques et sociaux de son peuple, citant souvent un couplet subversif du poète Iqbal : « *Dans le froid glacial de l'hiver frissonne son corps nu / Celui dont l'habileté enveloppe les riches de châles royaux* ». Nehru comprit très rapidement que sans l'appui de Sheikh Abdullah, qui était un musulman, rien ne serait possible au Cachemire. Et pourtant le conflit entre les deux hommes était inévitable.

Abdullah continua à demander un référendum, ce que Nehru refusa avec entêtement. Ils se brouillèrent, Abdullah fut emprisonné à plusieurs reprises et le Cachemire effectivement administré depuis Delhi. L'article 370, toutefois, n'a jamais été remis en question - sauf, d'un côté, par le Pakistan qui y voyait une justification permanente pour l'occupation indienne, et de l'autre par l'organisation d'extrême droite hindoue du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) qui a acquis sa renommée mondiale en décidant d'assassiner Gandhi en 1948, décision qu'elle défend encore aujourd'hui.

En 1951, les cadres du RSS ont créé l'ancêtre du Bharatiya Janata Party (BJP) contemporain qui, suivant l'exemple du RSS, a toujours milité pour la « normalisation » du Cachemire. Le premier ministre indien d'aujourd'hui est un produit de la filière RSS-BJP, formé dès l'enfance comme volontaire paramilitaire. Jusqu'à présent, toutefois, les gouvernements BJP successifs, comme d'ailleurs ceux du Congrès, n'avaient pas touché à l'article 370, même lorsqu'ils ont intensifié la répression au Cachemire et signé une série de chèques en blanc à l'armée indienne. Modi, [dont le parti vient d'être réélu face à une opposition faible et divisée](#), a décidé d'aller jusqu'au bout, saluant la révocation de l'article 370 dans [un tweet daté du 6 août](#) :

« Je salue mes frères et sœurs du Jammu, du Cachemire et du Ladakh [nouvelles désignations des trois territoires de cette région disputée] pour leur courage et leur résilience. Durant des années, des groupes d'intérêts prompts au chantage affectif ne se sont jamais souciés de l'autonomisation politique des gens. Le J&K [Jammu et

Cachemire, nom de la province jusqu'aux récents changements, NdT] est désormais libéré de leur emprise. Une aube nouvelle, un avenir meilleur nous attend ! ».

Ce tweet trompeur est révélateur de sa malhonnêteté : il a omis le mot hindou devant « frères et sœurs ».

Que va-t-il se passer désormais ? Le Congrès et les partis plus à gauche vont se lamenter sur l'article 370, sans reconnaître que ce sont leurs propres politiques et silences qui ont préparé le terrain à Modi pour faire passer les revendications de son parti. La peur et l'opportunisme ont réduit au silence l'Inde libérale - notamment les stars de Bollywood musulmanes qui se plient en quatre pour faire montre de leur loyauté à l'égard de ce gouvernement, comme ils l'ont fait auprès des gouvernements précédents du Congrès, sans se rendre compte qu'il n'existe pas de « bons musulmans » dans le lexique de Modi.

On peut dire la même chose de la plupart des éditorialistes des médias indiens et des animateurs des émissions de télévision, [comme le déplore l'écrivain Pankaj Mishra](#) :

« Quelques commentateurs indiens ont dénoncé, de façon éloquente et constante, les atrocités commises par l'Inde et les élections truquées dans la vallée, même s'ils cherchent plutôt à désamorcer les tensions qu'à rendre compte des revendications des Cachemiris. Mais un bien plus grand nombre a eu tendance à montrer des signes de nervosité quand étaient évoqués des signes de mécontentement dans la vallée du Cachemire. « Je ne traiterai pas de cette épineuse question ici », écrit Amartya Sen [éminent économiste et penseur indien, NdT] dans une note de bas de page qu'il consacre au Cachemire dans son *Argumentative Indian*. Dans le cadre, plus approprié, de son ouvrage intitulé *Identity and Violence*, Sen relègue toutefois encore le sujet en note de bas de page ».

Modi a dit qu'il mettait en œuvre la seule « solution à la question du Cachemire » rationnelle. Pour lui, c'est la solution politique définitive et si les musulmans du Cachemire s'y opposent, ils seront simplement réprimés. Les entrepreneurs non-cachemiris se lèchent les babines par avance, puisqu'ils envisagent d'ouvrir la dernière frontière en supprimant tous les obstacles légaux. D'abjects tweets écrits par des brahmanes (hindous de haute caste) célèbrent la possibilité de s'installer là-bas et « d'épouser des femmes cachemiries », voire pire.

Au Pakistan, le gouvernement d'Imran Khan a décidé de rappeler son ambassadeur et de renvoyer son homologue indien. Les mesures symboliques, tout comme les propos brutaux, restent sans effet, mais l'alternative réside-t-elle dans une nouvelle guerre non-nucléaire ? J'en doute réellement. Ni les États-Unis ni la Chine, les plus proches alliés des deux pays, n'accepteraient une telle décision et le FMI annulerait immédiatement son prêt punitif au Pakistan.

Les Palestiniens ont déjà souffert une défaite terrible et historique, mais ils ont des soutiens parmi les citoyens dans le monde, y compris le mouvement BDS. Modi comme Netanyahu prétendent que la « normalisation » passe largement par le progrès économique et imaginent, comme le montre le « projet » pour la Palestine du gendre du président américain et conseiller Jared Kushner, que les aspirations politiques et nationales d'un peuple peuvent simplement être achetées par des pots-de-vin. Toute l'histoire des mouvements anticoloniaux démontre le contraire, tout comme les tentatives récentes de recolonisation du monde arabe.

Le week-end dernier, un avocat cachemiri qui travaille à Londres m'a envoyé un message :

« Je n'ai pu entrer en contact avec ma famille depuis six jours maintenant. Le pire est que nous sommes invisibles pour le monde entier, et pas seulement pour l'Occident... Regarde l'attitude honteuse des gouvernements arabes et le soutien manifeste donné à Modi par les UAE [Emirats Arabes Unis, NdT] ».

En dépit du blocage total des informations par l'Inde, quelques images du Cachemire sont désormais sur YouTube. Une mère pleurant dans une salle d'hôpital parce qu'elle craint que son fils ait été abattu et grièvement blessé. Un commerçant racontant comment les soldats se sont introduits dans sa boutique et ont ouvert le feu sans raison. Des images de rues désertées. Je crains que le peuple du Cachemire, isolé et ignoré du monde, ne soit en train de sentir l'air de la nuit au bord de l'abîme.

Notes

^[1] Le soufisme est un courant ésotérique et initiatique de l'Islam, critiqué et parfois persécuté par les courants plus littéralistes, NdT.